Plusieurs morts subites attribuées au dompéridone

Compte Test - 2014-02-20 20:43:00 - Vu sur pharmacie.ma

La revue Prescrire a lancé mercredi un appel au retrait de la dompéridone. Selon cette revue, ce médicament autorisé depuis 1980 pour soigner les vomissements et nausées présente une «efficacité modeste» alors qu'il serait responsable de 25 à 120 morts subites en France en 2012, selon ses calculs. Le dompéridone et ses équivalents font d'ailleurs partie de la liste noire des 63 médicaments à éviter publiée fin janvier par cette même revue.

Les décès attribués à la dompéridone sont dus à des troubles du rythme cardiaque, un effet indésirable relevé dans des études étrangères dès 2005 et signalé dans la notice des médicaments. Ces risques, plus élevés chez les plus de 60 ans et les personnes prenant des doses supérieures à 30 mg par jour, ont été signalés aux médecins français en 2011 par un courrier de l'Agence du médicament (ANSM) et des fabricants. Deux ans plus tard, à la demande de la Belgique, le comité européen pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance (PRAC) lançait une étude opposant risques et bénéfices du médicament, dont les résultats définitifs sont attendus prochainement.

Selon Prescrire, la dompéridone «peut aisément être remplacée par de meilleures solutions pour les patients». En pratique, les troubles qui motivent la prise de ce médicament disparaissent souvent spontanément, ou avec l'appoint de mesures diététiques, affirme la publication.

Selon Bernard Bégaud, professeur de pharmacologie à l'université de Bordeaux où il dirige une unité de recherche Inserm sur l'évaluation du risque d'utilisation des produits de santé, «il faudrait surtout connaître les circonstances de ces décès: les malades faisaient-ils partie des profils contre-indiqués, auquel cas les mesures de sécurité n'ont pas été respectées par le prescripteur, ou appartenaient-ils aux indications thérapeutiques du dompéridone, et dans ce cas il y a en effet une anomalie préoccupante. Malheureusement, une fois de plus, le manque de données précises pour la France ne nous permet pas de répondre de façon satisfaisante», estime-il, «inquiet» de voir que l'alerte, comme d'autres auparavant, émane d'une revue, «même respectable», et non des autorités sanitaires dont c'est le rôle.